

Point d'actualité économique et financière du Cône Sud

Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



Semaine du 23 au 29
août 2019

Argentine

Déclarations perçues comme virulentes du candidat kirchnériste contre le Fonds monétaire international

Poursuite de la dégradation des conditions financières

Les autorités répondent par des mesures exceptionnelles : allongement des maturités de la dette et obligation pour les entreprises exportatrices de convertir leurs devises

Réactions mitigées à ces annonces ; cependant pas d'accentuation de la crainte de défaut

La consommation a poursuivi sa chute en juin 2019

Hausse des salaires : 2% en juin 2019 ; poursuite de la dégradation du pouvoir d'achat des salariés

Gel des prix du gaz jusqu'en janvier 2020

Chili

Le gouvernement étend le plan de relance : +571 MUSD

Le Chili est la seconde puissance géopolitique d'Amérique du sud

Publication des 500 premières entreprises chiliennes.

Paraguay

Le change poursuit sa tendance à la dépréciation, cotisant à 6307 PYG pour un USD le 29 août

Réduction du budget des autorités locales

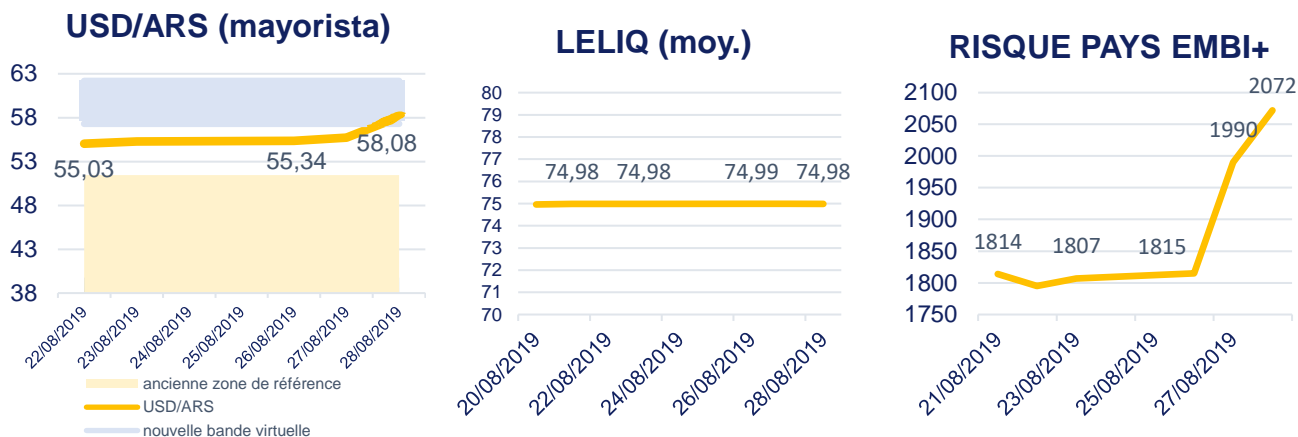
Uruguay

Premier prêt de l'histoire de la BID pour renforcer la cybersécurité

Chute des ventes du secteur commercial

Nouvelle intervention de la BCU pour contenir la dépréciation du peso

Argentine



Déclarations perçues comme virulentes du candidat kirchnériste contre le Fonds monétaire international

Le début de la semaine a été marqué par la diffusion, à l'issue d'un entretien avec une délégation de haut niveau du FMI, d'un communiqué du Frente de Todos conclu par ces mots : « *Ceux qui ont engendré cette crise, le gouvernement et le FMI, ont la responsabilité de mettre fin à la catastrophe sociale qui touche aujourd'hui une part sans cesse croissante de la société argentine* ». Le mouvement conduit par Alberto Fernández considère également dans ce communiqué que le dernier déboursement effectué par le Fonds à la mi-juillet a été « *intégralement destiné à financer la fuite [de capitaux]* » et qu'à ce titre, « *il constitue une violation flagrante de l'article VI des statuts du Fonds, dont le premier paragraphe dispose qu'« aucun Etat membre ne peut faire usage des ressources générales du Fonds pour faire face à des sorties de capitaux importantes ou prolongées* ».

Par ailleurs, des déclarations attribuées par certains journalistes à des membres de la délégation du candidat, selon lesquelles les représentants du Fonds auraient suggéré « *d'avancer les élections présidentielles pour raccourcir la période de vacance du pouvoir* », ont fait l'objet d'un démenti particulièrement ferme du FMI publié le soir-même à 23h, dans lequel le Fonds « *dément[ait] catégoriquement que des membres de la délégation actuellement présents en Argentine, aient suggéré d'avancer les élections présidentielles à raison de prétendues inquiétudes au sujet d'une hypothétique « vacance du pouvoir* ». *A aucun moment les membres de la délégation du FMI ne se sont exprimés en ces termes durant la réunion d'aujourd'hui avec M. Alberto FERNANDEZ et ses conseillers économiques* »

Poursuite de la dégradation des conditions financières

Les termes de ce communiqué ont déclenché un nouvel incendie sur les marchés dès l'ouverture mardi matin.

Le peso s'est ainsi déprécié de 4,8% en deux jours, malgré des interventions de la BCRA au comptant : 302 MUSD le 27 août, 363 MUSD le 28 (et en outre 223 MUSD supplémentaires le 29 août).

Le risque pays (EMBI+) a également bondi, passant de 1815 points lundi à 2112 jeudi soir (+16,36%), soit son niveau le plus élevé depuis juin 2005, c'est-à-dire une période où le pays se trouvait en situation de défaut sélectif.

L'indice boursier de la place de Buenos Aires, le Merval, a participé de cette morosité : il a perdu 13,2% entre le 22 et le 29 août, fermant à 24275 points, soit son niveau le plus bas depuis plus d'un an.

Enfin et surtout, l'opération de renouvellement des LETES (Bons du Trésor à court terme libellées en dollars) du jeudi 28 a dû être déclarée déserte faute d'intérêt de la part des détenteurs de ces titres.

Les autorités répondent par des mesures exceptionnelles : allongement des maturités de la dette et obligation pour les entreprises exportatrices de convertir leurs devises

Le 28 août, la BCRA a pris une nouvelle mesure dans la journée, visant à soumettre à autorisation de la Banque l'octroi de tout nouveau crédit en pesos aux grands exportateurs (définis comme ceux qui réalisent plus de 75% de leur chiffre d'affaires à l'export, *ie* principalement les producteurs d'oléagineux et de céréales). Le but étant de forcer à vendre leurs dollars, puisque depuis quelques jours environ 90% de l'offre était assurée par la BCRA.

Dans la soirée, le nouveau ministre des finances Hernan Lacunza a annoncé que le taux de renouvellement des obligations du Trésor - LETES et LECAP principalement – qui était en moyenne de 88% depuis le début de l'année, avec un pic de 134% le 26 juillet, était tombé en-dessous de 10% après les annonces des résultats des élections primaires du 11 août, à 5% le 16 août, et, donc, 0% le 28. Dans ce contexte, le ministre a annoncé quatre mesures d'exception :

- i. Extension de 3 à 6 mois de la maturité des Bons du Trésor à court terme détenus, à la date du 31 juillet, par les investisseurs institutionnels. Pour chacun des titres concernés, le taux d'intérêt convenu sera payé, dans la monnaie convenue, tout au long de la nouvelle période de maturité. Le principal sera remboursé à raison de 15% à la date d'échéance d'origine, 25% 3 mois après, et 60% 6 mois après. Les personnes physiques, qui représentent 90% des détenteurs, mais 15% des montants, ne sont pas concernées ;
- ii. Transmission au Congrès d'un projet de loi visant à une extension volontaire, sans haircut ni sur le capital ni sur les intérêts, de la maturité des titres de la dette souveraine argentine sous juridiction argentine. Ce projet de texte, qui vise à alléger la charge financière sur la période 2020-2023, devrait être soumis au Congrès dans la soirée d'aujourd'hui ou demain ;
- iii. Ouverture dès jeudi de discussions avec les banques pour obtenir, dans les mêmes conditions qu'au point précédent, et avec la même finalité, un reprofilage volontaire des titres sous juridiction étrangère (avec des clauses d'action collective nécessitant, selon le cas, de réunir l'accord des deux tiers ou de 75% des détenteurs de titres) ;
- iv. Par-delà la réaffirmation du strict respect des objectifs budgétaires et monétaires de l'accord en cours avec le FMI, ouverture d'un dialogue avec le Fonds, comme le demandait l'opposition, en vue d'une amélioration du profil de la dette souscrite au titre du programme.

Réactions mitigées à ces annonces ; cependant pas d'accentuation de la crainte de défaut

L'absence de déflagration financière au lendemain des annonces (le 29 août) semble confirmer que les marchés avaient largement déjà anticipé la perspective d'une renégociation des créances publiques du pays.

Le FMI, en la personne de son porte-parole Gerry Rice, a publié un communiqué affirmant qu'il « analysait actuellement les conséquences des annonces du ministre Lacunza, et demeurait aux côtés de l'Argentine en cette période pleine de défis ».

L'opposition parlementaire, appelée à s'associer au rééchelonnement, dénonce le moment choisi pour la renégociation (les paiements allant notamment être dévolus à la prochaine administration), mais reconnaît dans sa grande majorité la nécessité de ce rééchelonnement.

Enfin, la communauté des analystes financiers s'interroge sur le fait de savoir si cette série de mesures peut être interprétée comme un défaut, technique ou sélectif, de l'Argentine. Certains arguent que ce n'est pas le cas dans la mesure où le montant des versements (capital et intérêts) ne sera pas altéré. D'autres soulignent le caractère unilatéral de l'annonce des autorités argentines, et affirment qu'une suspension des paiements sans concertation des créanciers équivaut à un défaut. Enfin, certains pointent la différence de traitement entre créanciers (personnes physiques et juridiques en particulier) pour affirmer qu'on peut qualifier la situation de défaut sélectif.

La consommation a poursuivi sa chute en juin 2019

Les ventes dans les supermarchés sont en baisse pour le 12ème mois consécutif et se sont réduites de 13,2% à prix constants en g.a en juin 2019.

Au niveau national sur l'année 2017-2018, 22,8% des dépenses des ménages ont été effectuées dans le secteur des aliments et boissons. Parmi les autres postes de dépenses importants : le logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (14,5 %) et le transport (14,4%).

Hausse des salaires : 2% en juin 2019 ; poursuite de la dégradation du pouvoir d'achat des salariés

Après +3,1% en janvier, +2,7% en février, +4% en mars, +2,2% en avril, et +2,8% en mai, l'indice des salaires de l'Indec enregistre en juin sa plus faible hausse mensuelle de l'année : seulement +2%. Le secteur privé informel notamment n'enregistre qu'une hausse de +0,2%. Les prix à la consommation, quant à eux, avaient augmenté de 2,7% en glissement mensuel lors du sixième mois de l'année.

Les salaires enregistrent donc une hausse de 40% en g.a. en juin (contre 55,8% pour l'IPC).

Gel des prix du gaz jusqu'en janvier 2020

Le gouvernement a décidé d'étendre jusqu'à janvier 2020 le gel des prix du gaz qui devait prendre fin en octobre. Des compensations d'au moins 4,5 M USD sont prévues par l'Etat pour les producteurs et distributeurs de gaz.

YPF répercute sur ses fournisseurs le gel du prix des combustibles. Cette mesure prise par l'entreprise pétrolière reste exceptionnelle et sera suspendue dès lors que le gouvernement mettra fin au décret 566/2019 fixant le cours du dollar à 45,19 ARS et le baril de Brent à 59 USD pour les entreprises distribuant des hydrocarbures.

Chili

Le gouvernement étend le plan de relance : +571 MUSD

Pour faire face aux effets de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine, le gouvernement a présenté un plan de relance de l'économie chilienne, à hauteur de 571 MUSD sur la période 2019-2020. Le plan se répartit ainsi : 218 MUSD pour le logement, 150 MUSD pour les travaux publics, 114 MUSD pour les régions, 63 MUSD pour l'agriculture et 26 MUSD pour la santé. Ce plan de relance vient compléter le plan de juin dernier, qui s'élevait à 2,4 Md USD. Le gouvernement estime que l'ensemble de ces mesures contracycliques soutiendra la croissance du PIB, en engendrant 1 point de PIB supplémentaire (l'essentiel des effets étant prévus pour l'année 2020), afin de se rapprocher de l'objectif de 3% de croissance des autorités.

Le Chili est la seconde puissance géopolitique d'Amérique du sud

Le think tank britannique « Henry Jackson Society », auditeur de « capacité géopolitique », a fait une étude sur le positionnement géopolitique des Etats sud-américains. Le Chili apparaît en seconde position avec une note de 31,1/100 derrière le Brésil (34,7) et devant l'Uruguay (29), l'Argentine (28,2) et le Pérou (24,1). Mesurant dix paramètres (efficacité gouvernementale, richesse nationale, poids économique régional, développement technologique et innovation, niveau de population, prestige culturel, influence diplomatique, pouvoir militaire et extension territoriale), cette étude a mis particulièrement en avant, à la fois, la stabilité politique et le développement économique mais, également, le rayonnement international actuel (siège en 2019 de la COP 25, des sommets de l'APEC et de l'organisation Prosur, présidence « pro tempore » de l'Alliance du Pacifique, invité des derniers G20 et G7, membre de l'OCDE,...) du Chili et du gouvernement du Président Piñera.

Publication des 500 premières entreprises chiliennes.

La revue « America Economia » a publié le classement 2018 des 500 premières entreprises chiliennes par chiffres d'affaires. Au dix premières places, on retrouve : Copec (1er distributeur de carburant et produits pétroliers, appartenant au groupe Angelini) / 24 Md USD, l'acteur public minier Codelco (30% de la production de cuivre au Chili) / 22,6 Mds USD, l'énergéticien Enel (N°1 dans la production d'électricité, filiale du groupe italien du même nom) / 20,4 Mds USD, le groupe de retail Cencosud (marques Jumbo, Easy, Paris,..., du groupe Paulmann) / 16,7 Mds USD, l'acteur industriel CMPC (filiale du groupe Matte dans la cellulose) / 16 Mds USD, le second acteur du retail Falabella (marques Falabella, Tottus, Sodimac,..., du groupe Solari) / 15,6 Mds USD, l'américain Walmart (avec notamment sa marque de retail Lider) / 10,8 Mds USD, la compagnie aérienne Latam (du groupe Cueto) / 9,9 Mds USD, la compagnie publique pétrolière Enap / 8,8 Mds USD et l'australien BHP Billiton (opérateur de la plus grande mine de cuivre du pays, « Escondida ») / 7,5 Mds USD.

Paraguay

Le change poursuit sa tendance à la dépréciation, cotisant à 6307 PYG pour un USD le 29 août

Au début du mois, 1 USD s'échangeait contre 6052 PYG. La devise paraguayenne a donc perdu 4% de sa valeur face au dollar entre le 1 et le 29 août.

Le cours du dollar US en guarani évolue cependant en deçà des sommets atteints à la mi-mai (un dollar US s'échangeant à 6351 guarani le 13 mai).

Réduction du budget des autorités locales

Le ministre des finances a annoncé ce 27 août une réduction du budget des régions. Cette coupe vient de la baisse des revenus de Fonacide (Fondo Nacional de Inversión Pública y Desarrollo) liée à une plus grande utilisation d'énergie de la centrale d'Itaipu par le Paraguay, réduisant d'autant le transfert d'énergie vers le Brésil et les revenus issus de la centrale. Le budget initial des 17 gouvernorats départementaux pour 2019 s'élevait à 1 Md PYG (181 MUSD).

Uruguay

Premier prêt de l'histoire de la BID pour renforcer la cybersécurité

La BID a accordé, pour la première fois de son histoire, un prêt de 8 millions USD à l'Uruguay pour le renforcement de la sécurité digitale, plus particulièrement à destination du Centre national de réponse aux défauts de sécurité informatique. La durée d'amortissement du prêt est de 25 ans avec délai de grâce de cinq ans et demi, un taux d'intérêt basé sur le Libor.

Chute des ventes du secteur commercial

Le rapport publié par la chambre de commerce et de services uruguayenne révèle une chute des ventes en termes réels dans la moitié des secteurs commerciaux. Sur les 12 secteurs étudiés, 6 ont subi une baisse. Pour ce second trimestre, seules 21% des entreprises ont augmenté leurs ventes.

Parallèlement, le secteur des services se porte mieux avec une hausse des ventes pour 41% des entreprises.

Nouvelle intervention de la BCU pour contenir la dépréciation du peso

Ce Lundi, la BCU vendu 20,2 millions USD sur le marché spot, portant le total de ses interventions (spot et futures) depuis début août à 289,9 MUSD. Ces interventions ont permis de stabiliser le cours USD/UYU autour de 36,6 pesos pour un dollar.

Les entreprises exportatrices ont exprimé leur souhait que la BCU cesse ses interventions afin de favoriser la compétitivité à l'export.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Buenos Aires (adresser les demandes à buenosaires@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Directeur de la publication : Laurent Charpin
Service économique régional de Buenos Aires
Ambassade de France en Argentine

Adresse : Av. del Libertador 498 - Piso 17 C1001 ABR
Buenos Aires

Rédigé par : Maria Roubtsova, Jeanne Ollivier, Marc Legouy

Revu par : Laurent Charpin

Version du 29 août 2019